

Auteur : **Laurent LAGNEAU**

Titre : **Il est impératif de porter le budget de la Défense à 2% du PIB d'ici 2022, insiste le général de Villiers**

Source : **Opex 360**

Date : **25 novembre 2016**

Diffusé par : **ASAF (www.asafrance.fr)**

Il est impératif de porter le budget de la Défense à 2% du PIB d'ici 2022, insiste le général de Villiers

Celles et ceux qui voteront à la primaire de la droite et du centre auront le choix entre François Fillon et Alain Juppé. L'un et l'autre comptent augmenter le budget de la Défense s'ils sont élus à l'Élysée en mai prochain. Seulement, cet effort qui figure dans leurs propositions respectives ne sera pas suffisant.

En effet, s'ils entendent effectivement porter le budget de la Défense à 2% du PIB (pensions comprises) conformément à la norme fixée par l'Otan, MM. Fillon et Juppé donnent l'horizon 2025 pour atteindre cet objectif. Or, pour le chef d'état-major des armées (CEMA), le général Pierre de Villiers, cette date est beaucoup trop tardive.

Et pour cause : plus tôt sera atteint cet objectif des 2% du PIB, plus les armées auront de marges de manœuvre financières pour moderniser leurs équipements et éviter (voire remédier) à des ruptures temporaires de capacités. Et cela d'autant plus que la liste des besoins est assez longue.

L'armée de Terre veut en effet une accélération du programme Scorpion et renforcer ses capacités dans les domaines de l'aéromobilité et de l'artillerie tandis que la **Marine nationale** compte lancer (enfin) le projet BATSIMAR (patrouilleurs hauturiers) et les études sur le successeur du porte-avions Charles de Gaulle ainsi que remplacer ses hélicoptères. Quant à **l'armée de l'Air**, l'urgence va à sa « recapitalisation organique », ce qui suppose une adaptation de ses moyens à la réalité de ses engagements. Enfin, le renouvellement des deux composantes de la **dissuasion nucléaire** (aéroportée et océanique) devra être assuré.

Satisfaire ces besoins permettra de répondre aux menaces actuelles, qui vont du terrorisme à l'affirmation des « États puissance », qui « traditionnels ou émergents », comme l'a rappelé le CEMA, « visent, par la surenchère, à étendre leur influence par la mise en œuvre d'une stratégie qui repose sur le rapport de force et le fait accompli. »

S'exprimant à l'occasion d'un colloque du Secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale, le 23 novembre, le général de Villiers a souligné que « *chaque menace est une épreuve de vérité pour nos capacités, nos hommes et femmes, nos équipements, mais aussi pour nos normes et nos règles* » et que « *chaque défi peut potentiellement ébranler la cohérence du modèle.* »

Or, préserver cette cohérence passe par la transformation des armées afin « *d'affûter notre organisation générale et d'adapter nos capacités opérationnelles pour, en un mot, accroître notre agilité* », a précisé le CEMA. Et cela, à la condition que cette « dynamique de

transformation » soit « *soutenue par un véritable effort de guerre, un effort budgétaire.* » Lors de ses précédentes interventions publiques, le général de Villiers avait déjà parlé de ce nécessaire « **effort de guerre** », qui « *permettra de revenir sur les réductions temporaires de capacité, c'est-à-dire, les capacités auxquelles il avait fallu temporairement renoncer lorsque la situation était différente* », de « *rehausser nos contrats opérationnels à la hauteur des engagements actuels* » et d' « *assurer progressivement le renouvellement de la dissuasion.* »

Aussi, pour le CEMA, il « *faudra rejoindre 2% du PIB (pensions incluses) consacrés à la Défense avant la fin du prochain quinquennat [2022, donc] si l'on veut maintenir la cohérence indispensable entre les menaces, les missions et les moyens.* » Et d'ajouter : « *Le plus dur sera d'enclencher cette remontée en puissance dès 2018.* »

« *Nous n'avons pas le choix, sauf à revoir à la baisse nos ambitions stratégiques, ce qui semblerait totalement inapproprié dans le contexte actuel* », a prévenu le général de Villiers.

Voilà donc les candidats à l'élection présidentielle prévenus. D'ici mai prochain, ils auront le temps de rectifier le tir dans leurs programmes... D'autant plus que, comme n'a pas manqué de le souligner le CEMA lors de son dernier passage devant les sénateurs de la commission des Affaires étrangères et des Forces armées, « *s'agissant de l'opinion publique, les armées se sentent soutenues, aujourd'hui plus que jamais. Ce soutien est total, y compris s'agissant des décisions d'ordre budgétaire.* »

Laurent LAGNEAU

Avis de l'ASAF

L'ASAF rappelle les déclarations du chef d'état-major devant la commission de la défense nationale le 12 octobre :

« *...Désormais, cet effort (de guerre) doit se traduire par une hausse progressive du budget de la défense pour, je le répète, rejoindre la cible de 2 % du PIB durant le prochain quinquennat et si possible dès 2020 – à savoir 41 milliards d'euros de 2017.* »...